



RÉSURGENCE DE CAS DE COVID-19

Tyack, Bénarès, Batimaraïs, Rivière-des-Anguilles et St-Aubin décrétés zones rouges

> P.3

PLUIES TORRENTIELLES

Pravind Jugnauth : « Le Prime Minister's Relief Fund viendra en aide aux sinistrés »

> P.9

Le Défi PLUS

NO 1313 – DU 1^{ER} AU 7 MAI 2021 - 64 pages – Rs 20.00

JEAN-PIERRE DALAIS
GROUP CHIEF
EXECUTIVE DE CIEL :

« Un plan de relance agressif est nécessaire pour un début de reprise en 2021 »

> PP.26-27

LEURS CORPS REPÊCHÉS DANS UNE RIVIÈRE



Interview

JEAN-PIERRE DALAIS, GROUP CHIEF EXECUTIVE DE CIEL :

« Un plan de relance agressif est nécessaire pour un début de reprise en 2021 »

Il est indispensable que Maurice reste fiscalement le plus compétitif possible, avance Jean-Pierre Dalais, Group Chief Executive de CIEL. Dans cet entretien, il insiste qu'il faut encourager l'entrepreneuriat et particulièrement les PME et TPE qui doivent jouer un rôle moteur dans notre développement économique futur. Il estime aussi que l'heure est à la solidarité.

PROPOS RECUEILLIS PAR
CHRISTINA VILBRIN-LE BON
c.vilbrin@defimedia.info

Depuis ce samedi 1^{er} mai, nous entamons la deuxième phase de la réouverture. Quelles leçons peut-on tirer de ce second lockdown en comparaison avec le premier confinement ? Et dans quelle mesure cette réouverture permettra-t-elle aux entreprises de retrouver une certaine « normalité » ?

On doit tout d'abord saluer le dynamisme et la réactivité des autorités qui ont tout de suite mis en place le protocole sanitaire nécessaire et permis le maintien de l'activité économique avec un système de Work Access Permit (WAP) efficace.

Les entreprises ainsi que la population mauricienne, mieux préparées, ont été très réactives, facilitant ainsi un maintien partiel de l'activité économique. La situation est néanmoins restée très difficile pour de nombreux commerces directement impactés par les restrictions de mobilité, je pense notamment aux restaurants, aux centres sportifs ou culturels, et bien entendu au tourisme qui est certainement le secteur qui souffre le plus de cette crise.

En ce qui concerne le retour à la « normalité », il faudrait d'abord redéfinir ce qu'est la « normalité de demain », car il est évident que les défis de chaque secteur ont beaucoup évolué au cours des derniers mois et chaque entreprise doit aujourd'hui réfléchir à son modèle économique en faisant preuve d'agilité pour optimiser ses ressources.

Le monde de demain sera différent de celui d'hier.

Si le confinement est moins long et s'il y a eu plus de flexibilité cette année, il a cependant impacté à un certain degré les entreprises. Doit-on craindre pour la reprise économique ?

La crise économique est d'abord mondiale et il ne fait aucun doute que Maurice ne fait pas exception. Notre éloignement géographique ne nous aide pas et la hausse du prix du fret par exemple, ou la dépréciation de la roupie, impactent directement la consommation des ménages. Le secteur touristique est en berne, la balance commerciale, celle des paiements ainsi que le déficit public se creusent.

Néanmoins, je pense que cette crise doit être considérée comme une opportunité pour nous réinventer, en développant de nouveaux pôles de croissance et en modernisant les secteurs existants. Un plan de relance agressif est donc nécessaire pour espérer un début de reprise économique en 2021, et une confirmation de cette reprise les années suivantes.

N'oublions pas les PME : elles représentent 40 % du PIB et 50 % de l'emploi national. Leur situation est devenue critique pendant cette pandémie marquée par une perte conséquente de leur chiffre d'affaires. Au sein de Business Mauritius, un sous-comité PME a été formé pour formuler des recommandations pour le soutien et la relance des PME. Il est impératif d'aider ces entreprises et maintenir les emplois.

En somme, nous avons à Maurice de nombreux atouts, mais il est nécessaire que tous les acteurs concernés – gouvernement, secteur privé, syndicats et la société civile dans son ensemble – collaborent pour trouver les solutions aux défis d'aujourd'hui et de demain.

Le leadership se révèle en période de crise. Personnellement, comment avez-vous vécu la pandémie et motivé vos troupes ?

Il s'agit d'une expérience avant tout humaine, et j'en sors personnellement grandi. Cette pandémie a mis en exergue l'importance du collectif, ce qui peut paraître paradoxal en période de confinement où nous sommes tous isolés. Durant cette pandémie, on est extrêmement dépendant les uns des autres, et on se rend compte qu'on ne peut rien réussir seul.

L'écoute et la consultation n'ont jamais été aussi importantes pour aboutir à des décisions éclairées pour que la gestion des projets soit efficace.

Le groupe CIEL a été solidaire vis-à-vis des autorités et de la



population tout au long de cette crise sanitaire et n'a pas hésité, par exemple, à se mobiliser pour soutenir les services de santé publique, en créant notamment le premier centre privé de dépistage de la Covid-19 et en ouvrant des centres de vaccination au sein de nos établissements.

Parlons du textile. Maurice semble mieux s'en sortir cette année, grâce à une demande croissante, notamment pour le 'casual wear'. Le secteur est-il sorti de l'ornière ?

Le textile souffre depuis trop longtemps à Maurice d'une perception négative. On entend souvent le terme « d'industrie en déclin », mais bien au contraire, le textile est en perpétuelle évolution ! À l'image de la mode et des enjeux de développement

durable qui ne cessent de grandir, le textile se réinvente constamment. Notre industrie travaille avec les plus grandes marques internationales, telles qu'ASOS, Levi's ou Lacoste, qui trouvent dans la région, l'assurance de produits innovants, de qualité ainsi que le confort d'un service aussi fiable que performant. L'enjeu pour Maurice sera de rester compétitif dans cet environnement extrêmement concurrentiel. Avec les problèmes que connaît la Chine (qui fournit près de 40 % de la demande mondiale de produits textiles), notamment en termes de droits de l'homme dans la province du Xinjiang, nous avons une superbe opportunité à saisir pour trouver de nouveaux partenaires parmi les grandes marques internationales. En mutualisant nos forces avec

La situation des PME est devenue critique pendant cette pandémie marquée par une perte conséquente de leur chiffre d'affaires.

Madagascar, nous offrons une offre régionale compétitive et une excellente alternative à l'Asie. C'est une occasion à ne pas manquer !

Si le textile file relativement un bon coton, le tourisme est toujours à genoux. Certains de nos concurrents, principalement les Maldives, s'en sortent plus ou moins bien, avec une croissance au niveau des arrivées touristiques et peu de cas de Covid-19. Quel devrait être le fil conducteur du comité public-privé mis en place pour travailler sur la réouverture des frontières ?

Nous connaissons tous la situation extrêmement difficile des acteurs du tourisme et ce comité public-privé, sous la houlette du Premier ministre-adjoint, est une excellente initiative. Nous travaillons ensemble de manière structurée avec en ligne de mire la réouverture des frontières, et sur une nouvelle stratégie marketing en tant que destination touristique. La question est loin d'être facile car il nous faut trouver les conditions qui permettent une reprise économique sans compromettre la santé de notre

Cette crise doit être considérée comme une opportunité pour nous réinventer, en développant de nouveaux pôles de croissance et en modernisant les secteurs existants.

| Interview |



Le textile souffre depuis trop longtemps à Maurice d'une perception négative. On entend souvent le terme « d'industrie en déclin », mais bien au contraire, le textile est en perpétuelle évolution !

l'État continue d'accompagner les banques dans leur soutien aux entreprises ; à cet effet, plusieurs modèles intéressants sont opérationnels à l'étranger.

La décision de l'administration Biden d'introduire un nouveau programme fiscal baptisé *Made in America Tax Plan* fait débat. Dans le milieu de la finance, on craint que l'impôt minimum sur les multinationales va impacter le secteur du global business. Quelles sont les menaces qui nous guettent et comment renverser la vapeur ?

Le secteur du global business est sous pression depuis un certain temps maintenant, que ce soit avec la liste grise du Groupe d'action financière (GAFI), la liste noire de l'Union européenne ou avec cette nouvelle annonce américaine qui semble trouver un certain support européen. Il est indispensable que notre île reste fiscalement la plus compétitive possible. Nous devons également renforcer l'attrait de notre juridiction en termes de gouvernance, de substance, et de talents, entre autres. Il nous faut pouvoir attirer de nouveaux investisseurs et sociétés qui trouveront à Maurice, au-delà d'une juridiction compétitive, un vrai partenaire et une plateforme stratégique pour leur développement, avec une montée en gamme de nos services et en prime, une destination qui jouit d'une qualité de vie inégalable. Parallèlement, nous préconisons au niveau de Business Mauritius un mécanisme d'information régulier et transparent sur les actions mises en place pour répondre aux points soulevés par les instances internationales.

Le Budget 2021-2022 sera présenté dans environ un mois. Quelles sont les attentes de la communauté des affaires ?

Il s'agit d'un exercice critique, particulièrement en cette période de crise, et je tiens à saluer tout d'abord l'écoute du ministre Padayachy et celle de ses équipes qui travaillent activement pour un budget de relance. Nous espérons que le gouvernement fasse preuve de prudence en matière de fiscalité pour ne pas décourager l'investissement. Business Mauritius a soumis récemment un « Budget Memorandum » qui s'articule autour de trois axes principaux : la relance économique, le renforcement

de la résilience économique et le développement durable et inclusif.

Au-delà de la relance économique déjà abordée et de la nécessaire agilité des entreprises dans le contexte actuel, Business Mauritius a proposé plusieurs solutions pour favoriser l'employabilité en développant la formation et la reconversion professionnelle. Des secteurs stratégiques tels que la santé, notamment dans le domaine de la recherche préclinique, l'agro-industrie, avec en toile de fond la coopération régionale, et l'enseignement supérieur, peuvent être développés davantage. Il faut pour cela encourager l'entrepreneuriat et particulièrement les PME et TPE (très petites entreprises) qui doivent jouer un rôle moteur dans notre développement économique futur. Nous avons, par ailleurs, émis plusieurs propositions pour accélérer la transition énergétique avec l'adoption du Biomass Framework et encourager l'adoption des énergies renouvelables. Enfin, nous pensons que l'heure est à la solidarité et l'accent a été mis sur une économie sociale et solidaire en soutenant notamment les plus démunis et les ONG qui les accompagnent.

La Covid-19 a mis en exergue l'importance de l'agro-industrie, mais aussi du secteur médical. Comment capitaliser davantage sur ces deux secteurs ?

La Covid-19 a mis en évidence notre dépendance alimentaire et l'importance pour l'île Maurice de pouvoir se reposer sur un système de santé de qualité. Pour ce qui est de la santé privée, nous avons la chance d'avoir des établissements performants et un personnel médical formé dans les plus grandes universités étrangères. Nous continuerons d'investir de manière significative dans ce secteur stratégique car je suis convaincu que nous avons plus que jamais l'opportunité de jouer un rôle prépondérant dans la région, en offrant des services complémentaires au système de santé publique et en développant de nouvelles spécialités.

Tout comme la création de la Zone Franche a permis l'incroyable développement du textile à l'international dans les années 80, il faut aujourd'hui réfléchir à des leviers similaires

pour promouvoir l'émergence de nouveaux secteurs tels que la santé et l'éducation. Nous avons un marché régional en forte croissance, profitons-en !

En ce qui concerne l'agro-industrie, il apparaît urgent de mener à bien la réforme du secteur cannier et d'envisager en parallèle de nouvelles formes d'agriculture, plus variées, raisonnées et planifiées, afin de créer un marché local dynamique, d'éviter les fluctuations de prix et de réduire notre dépendance aux importations. Là encore, une approche régionale semble pertinente, notamment avec Madagascar qui est doté d'un immense potentiel en termes de terres arables et avec qui notre groupe coopère déjà depuis de nombreuses années dans d'autres secteurs d'activité.

Vous êtes en faveur d'une stratégie nationale pour planifier le développement du pays sur les cinq à dix années à venir. Comment doit-on s'y prendre ?

Je dois vous dire que c'est un sujet qui me passionne ! Si le Budget est un exercice annuel, nous avons besoin d'une vision et d'un plan stratégique à long terme pour dessiner l'île Maurice de demain, déterminer les secteurs porteurs et créer les conditions nécessaires à une croissance durable et inclusive. Ce « Master Plan » passe certainement par des mesures budgétaires, fiscales, ou réglementaires adéquates, mais il s'agit avant tout de rassembler tous les acteurs autour d'une vision et d'objectifs communs. Il existe de nombreux professionnels habitués à ces réflexions stratégiques qui peuvent certainement nous aider à venir de l'avant avec la méthodologie appropriée.

Mais, le plus important reste sans aucun doute l'engagement de toutes les parties à jouer en équipe de manière transparente, afin de faire de Maurice une île exemplaire, admirée et admirable, qui attirera les meilleurs talents. Nous avons l'opportunité de travailler sur un projet auquel tous les Mauriciens seront fiers de s'associer et de contribuer activement. Il faut pour cela dessiner un nouveau modèle de développement qui mise sur une économie du sens, associant progrès économique et écologique, croissance économique et sociale. C'est un plan ambitieux, mais je sais le secteur privé très motivé en ce sens. Nous devons y croire et nous mettre rapidement à la tâche afin de mener notre pays vers une dynamique vertueuse, celle des équipes gagnantes.

population. Il est certain que le statu quo n'est plus tenable. Il nous faut agir très rapidement et annoncer aux marchés les conditions de notre réouverture. Plusieurs sous-comités placent sur des propositions et nous nous devons de finaliser ce plan le plus rapidement possible. Il est, en effet, vital de pouvoir communiquer aux clients une date de réouverture et les conditions sanitaires associées. Cela nous permettra de commencer à enregistrer des réservations et éviter que nos concurrents ne s'offrent la part du lion.

Partant du postulat que les campagnes de vaccination à Maurice et sur nos principaux marchés se fassent sans anicroche et qu'on ouvre nos frontières vers le mois d'août comme annoncé par les autorités, pourra-t-on s'attendre pour autant à un retour à la normale assez rapide des touristes ?

Au niveau du secteur privé, nous considérons que la campagne de vaccination est un élément extrêmement important pour la réouverture rapide et responsable de nos frontières. Nous avons apporté tout notre soutien au gouvernement pour la mise en œuvre de cette campagne et je salue notamment les employés du secteur hôtelier, mais aussi tous les frontliners, qui ont activement participé à l'effort national pour avancer vers l'immunité collective.

Je suis personnellement convaincu que la demande reprendra rapidement. Après un an de confinement, les gens aspirent à s'évader. À nous de leur proposer une offre séduisante et plus attractive que celle de nos principaux concurrents. Et cela ne dépend pas uniquement du prix ! Certes, il nous faut être compétitif mais la sécurité sanitaire, la connectivité de notre destination, l'accessibilité à un système de soins de qualité et la lisibilité de notre politique d'ouverture sont autant de critères importants pour réussir

notre réouverture. C'est d'ailleurs aussi sur ces critères que le comité public-privé travaille activement.

Le retour à la normale prendra néanmoins un certain temps, l'industrie du voyage étant à l'arrêt quasi complet dans le monde entier depuis plus de 14 mois. Il va falloir avancer par étapes avec une réouverture progressive des lignes aériennes selon la demande.

Des craintes subsistent selon lesquelles la Mauritius Investment Corporation (MIC) pourrait aider des compagnies non solvables. Pour reprendre les propos de Rama Sithanan, la MIC serait en train de « throw good money after bad money ». D'où sa recommandation pour une participation plus active des banques et des entreprises. Vos commentaires ?

Ce que j'observe, c'est que les entreprises mettent tout en œuvre pour traverser cette crise sans précédent du mieux possible et que la MIC intervient uniquement sous réserve de garanties suffisantes. Il s'agit d'un instrument extrêmement important et stratégique dans un contexte où les institutions financières privées sont nécessairement prudentes. Nous avons d'ailleurs vu la mise en place d'instruments similaires dans un grand nombre de pays pour pallier au marché et éviter un effondrement du système ainsi que des pertes d'emplois massives. Toute société bénéficiant de l'argent des contribuables se doit d'avoir un plan de relance durable et d'agir de manière responsable. En ce qui nous concerne, je peux vous confirmer que la MIC a été très ferme et diligente dans son processus d'investissement. Il est, par ailleurs, important que

La façon dont j'ai vécu la crise est une expérience avant tout humaine, et j'en sors personnellement grandi.